

Croissance de 4,8% pour le Burundi en 2014 (banque nationale)

APA, 29-08-2014 Bujumbura (Burundi) - Le Burundi va atteindre une croissance de 4.8% cette année, contre 4.5% l'année passée, selon la Banque de la République du Burundi dans son rapport sur la déclaration de politique monétaire pour le reste de l'année dont une copie est parvenue jeudi à APA. Passant en revue l'environnement international, la BRB indique que les perspectives de croissance sont optimistes pour l'année 2014 en raison d'une progression positive dans les secteurs secondaires et tertiaires qui l'emportera sur le ralentissement du secteur primaire.

La stabilité des prix relève du mandat statutaire de la BRB dans la conduite de sa politique monétaire. Cependant, la BRB indique que l'inflation est à la fois volatile et élevée. Au cours de six dernières années, le taux d'inflation a atteint 12.8% au moment où le taux de croissance du PIB était de 4.2%. La Banque centrale burundaise admet que l'inflation est une des variables captant l'instabilité macroéconomique au Burundi, celle-ci affectant négativement les dépenses d'investissement et d'épargne et conduisant à une allocation inefficace des ressources de l'économie. Les causes de l'inflation sont, d'après la BRB, la faiblesse et les fluctuations de la production, la crise de la balance des paiements, la dépréciation du taux de change suite au déséquilibre de la balance commerciale, l'augmentation des impôts et taxes sur les biens et services, la hausse des produits pétroliers, les avances de l'Etat auprès de la BRB, la baisse des dons et les producteurs (agriculteurs-éleveurs) qui n'ont pas accès au crédit. Cependant, ce taux a sensiblement baissé au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre 2014, s'établissant à 3.8% contre 5.2% au premier trimestre précédent. Les projections pour l'année 2014 montrent que le taux d'inflation baissera par rapport à l'année précédente pour se situer à 7.5% contre 7.9% en 2013. Selon la BRB, le secteur extérieur reste marqué par une prépondérance des importations par rapport aux exportations du Burundi. Il est attendu, selon le rapport, une aggravation du déficit de la balance courante par rapport à l'année précédente, soit 16,5 contre 9.9% du PIB. Ce creusement du déficit courant sera lié à la détérioration du solde de la balance des biens et services et à la baisse des transferts courants. Face à cette situation, la BRB devra suivre de près l'évolution des indicateurs macroéconomiques afin de conduire des opérations permettant d'assurer un rythme de croissance de la masse monétaire et des liquidités nécessaires et suffisantes au financement de l'économie pour soutenir la croissance. Entre autres mesures, la BRB continuera de veiller, dans le cadre de la coordination des politiques monétaire et budgétaire, au respect du plafond des avances à l'Etat dans les limites légales, avec pour objectif de les ramener à zéro en 2016. Elle continuera par ailleurs à intervenir sur le marché des changes pour minimiser les risques de volatilité du taux de change tout en privilégiant les mécanismes du marché pour déterminer le taux de change.